



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de
la Protection des Populations (DDETSPP)

Guichet Unique des ICPE

Chambéry, le **15 JUIL. 2021**

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2021-020
portant mise en demeure**

**Société Metaltemple
Commune de Saint Michel de Maurienne**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-3, L. 556-3 et R. 541-12-16 ;

VU le code civil, et notamment son article 1242 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 autorisant la société METALTEMPLE à exploiter une fonderie de précision sur la commune de Saint Michel de Maurienne ;

VU l'ordonnance du tribunal de commerce du 21 octobre 2013 plaçant la société METALTEMPLE en liquidation judiciaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2014 autorisant le changement d'exploitant des installations au profit de la société MT Technology ;

VU l'ordonnance du tribunal de commerce du 11 avril 2016 plaçant la société MT Technology en liquidation judiciaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2017 mettant en demeure la société MT Technology, représentée par son liquidateur, de respecter les articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement concernant la mise en sécurité et la réhabilitation du site qu'elle exploitait à Saint Michel de Maurienne ;

VU l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 20 juin 2017 prescrivant à la société MT Technology diverses actions de mise en sécurité des stockages de déchets et produits dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral de consignation de somme pris à l'encontre de l'exploitant le 5 juillet 2017 : 350 000 € représentant le coût de l'élimination et du traitement des déchets présents sur le site et de l'élaboration du diagnostic des sols ;

VU l'avis de la Commission Nationale des Aides dans le domaine Radioactif du 30 septembre 2018 rejetant la demande de subvention présentée par M. le préfet de la Savoie par courrier du 6 avril 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2019 abaissant le montant de la consignation de 350 000 € (arrêté du 5 juillet 2017) à 290 000 €, suite aux études réalisées par le liquidateur de la société MT Technology (cartographie radiologique et diagnostic partiel des sols) ;

VU le titre du 21 juin 2019 annulant le titre de perception pris à l'encontre de la société MT Technology, du fait de l'impécuniosité de la liquidation ;

DDETSPP - BP 91113 - 73011 CHAMBERY Cedex
Mél : ddetspp@savoie.gouv.fr
Site internet : www.savoie.gouv.fr

La DDETSPP vous accueille sur deux sites à Chambéry :

Site de Curial : Carré curial - Standard : 04 79 60 70 00

Site de Mérande : 321 Chemin des Moulins - Standard : 04 79 33 15 18 Télécopie : 04 79 33 06 19

VU le rapport établi par l'inspection des installations classées le 15 octobre 2019 suite à la visite d'inspection menée sur le site MT Technology le 25 septembre 2019, en présence de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

VU la restitution des conditions techniques et financières transmise par l'ADEME par courrier du 21 janvier 2021, et la mise à jour de ce document transmise le 6 mai 2021 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 17 juin 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que, malgré la mise en œuvre des mesures de coercition prévues par le code de l'environnement, la mise en sécurité du site précédemment exploité par la société MT Technology n'a pu être menée à son terme par le liquidateur judiciaire la représentant ;

CONSIDÉRANT notamment la présence importante de déchets abandonnés dans l'usine ;

CONSIDÉRANT que la société METALTEMPLE, représentée par le cabinet BTSG, peut être considérée comme détentrice des déchets abandonnés sur les terrains dont elle est propriétaire ;

CONSIDÉRANT qu'à cet égard la responsabilité de la société METALTEMPLE doit être engagée au titre de la législation sur les déchets et sur les pollutions de sols, en vue de l'évacuation des déchets et de leur élimination conforme ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1 :

La société METALTEMPLE (SIRET 61202831600034), dont le siège social est établi 16 rue du Temple – 73 140 Saint-Michel-de-Maurienne, et représentée par son liquidateur judiciaire, le cabinet BTSG, est mise en demeure d'évacuer, dans un délai de deux mois, les déchets présents sur les terrains dont elle est propriétaire à cette même adresse.

Les déchets devront être éliminés dans des installations conformes à la réglementation sur les déchets. Le liquidateur judiciaire en justifiera auprès de la DREAL en transmettant l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets renseignés par les installations d'élimination.

Toutes les opérations de reconditionnement, manutention, chargement et évacuation des déchets devront respecter les dispositions prévues par le code du travail.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 543-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voie de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai, prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Saint Michel de Maurienne.

Le préfet



Le sous-préfet d'Albertville

Christophe HERIARD

